Ford refuse le projet de reprise de Punch pour son site à Blanquefort

Publié le 13/12/2018 à 14h38. Mis à jour à 15h39 par **Nicolas César**.

L'usine Ford de Blanquefort, en Gironde
NICOLAS TUCAT AFP

Ce jeudi 13 décembre, Ford Motor Company a indiqué au personnel sa volonté de ne pas donner de suite favorable au projet de reprise de son usine girondine, porté par le Belge Punch

C'est désormais officiel et la fin d'un long feuilleton. Ford refuse le projet de reprise de son usine de Blanquefort par l'industriel Punch, qui fabrique aussi des boîtes de vitesses automatiques.

"Nous ne croyons pas que les plans de l'acquéreur potentiel offrent le **niveau de sécurité et de protection**, ou limitent le risque de possibles pertes d'emploi futures, que nous souhaitons pour les salariés", explique la multinationale dans un communiqué.

"**Nous avons tout essayé**, allant même jusqu'à valider avec d'autres syndicats le projet de reprise de Punch mardi dernier. L'Etat, lui, non plus, n'a rien pu faire. A midi encore, il a tenté de faire changer d'avis à Ford, lors d'une ultime réunion", déclare à "Sud Ouest", dépité, Gilles Penel, élu CGT de l'usine.

Le business plan de Punch, jugé pas assez solide

"Depuis que nous avons initié le processus d'Information Consultation en juin 2018, notre priorité a été de trouver un repreneur fiable pour le site de FAI et nous sommes également déçus de ne pas y être parvenu. Nous avons constamment insisté sur le fait que le repreneur doit avoir

un projet viable, à long terme et que tout accord devrait être raisonnable, réaliste dans l'intérêt des salariés de FAI (Ford Aquitaine Industries), de Ford et du repreneur", poursuit le texte de Ford.

À plusieurs reprises, le constructeur américain a expliqué que le business plan, proposé par Punch, n'était pas assez solide. Celui-ci avait été amélioré ces derniers jours. Des négociations "poussées" avec PSA pour produire des boîtes de vitesses en Gironde ont notamment eu lieu, mais, visiblement, sans engagement suffisant pour convaincre Ford.

En outre, **Punch avait annoncé 120 millions d'euros d'investissement dans l'usine, mais une bonne partie de la somme devait être prêtée par les banques,** qu'il fallait encore convaincre…

Il faut dire surtout que **Ford ne veut absolument pas revivre le fiasco de la reprise de son site industriel, par l'Allemand HZ Holding en 2009**. Ce qui l'avait contraint à revenir aux manettes en 2011.

L'arrêt de production sur le site est prévu fin août 2019. Ford s'engage à ne prononcer aucun départ contraint avant septembre 2019. Le site emploie actuellement 860 personnes.

Le plan social va être lancé

Le plan social va désormais être lancé. La dernière réunion d'information- consultation du personnel sur le plan de sauvegarde de l'emploi doit se tenir le 18 décembre. Ensuite, le plan social sera lancé.

Une catastrophe économique et sociale, aux yeux des élus. Les collectivités locales et l'Etat s'étaient engagés à apporter plus de 16 millions d'euros à Punch en cas de reprise du site. L'usine était implantée à Blanquefort depuis 1972 et a employé jusqu'à 3 000 salariés.

"Ce refus n'est pas digne d'un grand groupe, qui, en plus, a profité de subventions publiques", s'indigne Benoît Simian, député LREM de Gironde.

Peu d'espoir…

De son côté, Ford dit offrir un plan social complet qui comprend notamment un congé de reclassement d'une durée étendue à compter d'octobre 2019, un plan de cessation anticipée d'activité très favorable, un redéploiement chez l'usine voisine GFT (Getrag Ford Transmissions), ainsi que d'autres mesures destinées à aider les salariés à se tourner vers d'autres employeurs ou à poursuivre d'autres opportunités de carrière, qu'il s'agisse de créations d'entreprises ou de formations de reconversion.

Le président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, veut, quant à lui, encore croire que tous les efforts engagés par les deux groupes et les représentants des salariés n'ont pas encore été vains. L'élu socialiste appelle ces trois parties à **"tirer profit des jours qui viennent pour parvenir à une solution durable sur le plan industriel et raisonnable sur le plan social".**